



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DE L'HERAULT

Association loi 1901
Siège social : Le Capitole n° 203
6, rue des Bougainvillées
34070 MONTPELLIER

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS



ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DE L'HERAULT

Association loi 1901
Siège social : Le Capitole n° 203
6, rue des Bougainvillées
34070 MONTPELLIER

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES FRANCAS DE L'HERAULT** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, et n'appellent pas de commentaire particulier.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau de votre comité directeur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article A.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 4 mai 2024

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Christophe Rambeau
Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2023			31.12.2022	PASSIF	31.12.2023	31.12.2022
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
<i>ACTIF IMMOBILISE</i>					<i>FONDS PROPRES</i>		
Immobilisations incorporelles	3 945	3 945			Fonds propres (avant affectation)	63 494	59 162
Terrains					Résultat de l'exercice	11 624	4 332
Constructions	198 908	89 398	109 510	117 658	Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	3 019	1 645	1 374	1 817	Total	75 118	63 494
Autres immobilisations corporelles	24 512	24 512		92	<i>FONDS DEDIES & PROVISIONS</i>		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés		
Autres prêts et titres immobilisés	10 132		10 132	10 132	Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements					Provisions pour charges	50 486	38 679
Total	240 516	119 500	121 016	129 699	Total	50 486	38 679
<i>ACTIF CIRCULANT</i>					<i>DETTES</i>		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées	114 939	160 591
Usagers - clients	220 710	2 575	218 135	158 529	Fournisseurs	8 717	14 030
Comptes courants Réseau	1 000		1 000		Dettes fiscales et sociales	132 915	84 192
Autres créances	22 416		22 416	27 811	Comptes courants Réseau	14 634	13 337
Trésorerie	33 818		33 818	57 877	Autres dettes		
Charges constatées d'avance	424		424	406	Produits constatés d'avance		
Total	278 367	2 575	275 792	244 624	Total	271 205	272 149
Total	518 884	122 075	396 809	374 323	Total	396 809	374 323

AD DES FRANCAS DE L'HERAULT

COMPTE DE RESULTAT	2023	2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	3 425	3 144
Ventes de biens		
Prestations de service	952 130	914 447
Subventions d'exploitation	200 500	245 716
Dons et Mécénat		
Contributions financières	20 500	19 000
Autres produits	7 126	200
Reprises sur dépréciations et provisions	12 452	8 316
Utilisations des fonds dédiés		9 800
Quote-part subvention invest. virée au résultat		
Total	1 196 133	1 200 622
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	153 799	157 855
Aides financières		
Impôts et taxes	34 420	34 904
Salaires	812 493	830 079
Charges sociales	134 937	128 629
Autres charges	17 376	15 728
Dotations aux amortissements	8 683	9 713
Dotations aux dépréciations et provisions	21 061	13 890
Reports en fonds dédiés		
Total	1 182 768	1 190 799
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	13 365	9 824
PRODUITS FINANCIERS		
Intérêts	152	82
Autres produits financiers		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	152	82
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts	1 893	2 226
Autres charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	1 893	2 226
RESULTAT FINANCIER (II)	-1 741	-2 143
RESULTAT COURANT (I + II)	11 624	7 680
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
sur opérations de gestion		2 519
sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total		2 519
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
sur opérations de gestion		5 867
sur opération en capital		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		5 867
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		-3 348
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	11 624	4 332
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	92 500	75 300
Bénévolat	24 600	23 000
Total	117 100	98 300
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	92 500	75 300
Personnel bénévole	24 600	23 000
Total	117 100	98 300

au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 qui dégage un excédent de **11 624,40 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association : L'Association Départementale a pour but :

- de promouvoir la place que les enfants et les jeunes doivent avoir dans la société, et de développer de projets d'accueil et d'activité à l'intention des enfants ;
- de regrouper les activités et les structures de loisirs, notamment les centres de loisirs répondant aux besoins des enfants et des familles, d'en assumer au besoin la gestion ;
- d'inciter à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets éducatifs comme de participer à leur réalisation ;
- de susciter en fonction des besoins, la création de structures et d'activités adaptées aux conditions d'existence ;
- d'informer et de former les personnes concernées par les enfants, les jeunes et leur éducation ;
- d'étudier et de promouvoir les méthodes et outil d'animation et d'information adaptés aux structures et aux publics

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Dans le cadre de marchés publics, les Francas de l'Hérault ont été retenus en 2023 :

- sur le lot N°5 du marché des temps périscolaires de la Ville de Montpellier (soit 22 animateurs le midi et 16 animateurs le soir dans les écoles des quartiers Euromédecine et les Hauts de Massane),
- sur le marché « BAFA » de la Ville de Montpellier en lien avec l'Union Régionale d'Occitanie – formation de 100 jeunes montpelliérains par an durant quatre années,
- sur le marché « écoles à hauteur d'enfants – accompagnement d'élèves et d'enseignants dans la destruction de groupes scolaires et la construction de nouvelles écoles (consultation sur l'aménagement des futures établissements scolaires).

Ces marchés permettent une consolidation de notre chiffre d'affaires sur les trois prochains exercices comptables.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques	3 945,44			3 945,44
Terrains				
Constructions et agencements	198 908,06			198 908,06
Matériel d'activités	3 019,14			3 019,14
Agencements & aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel informatique	21 541,57			21 541,57
Mobilier de bureau	2 970,14			2 970,14
Immobilisations en cours				
Total	230 384,35			230 384,35

b) Acquisitions et désinvestissements

Néant

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%	3 945,44			3 945,44
Constructions et agencements	5%	81 249,93	8 148,00		89 397,93
Matériel d'activités	33% à 20%	1 201,93	443,00		1 644,93
Agencements & amén. divers	10%				
Matériel de transport	25%				
Matériel informatique	33%	21 479,20	62,37		21 541,57
Mobilier de bureau	20%	2 940,99	29,15		2 970,14
	Total	110 817,49	8 682,52		119 500,01

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Parts casden	653,00		653,00
Prêts Effort construction	9 479,00	0	9 479,00

3. Stocks

Néant

4. Usagers - clients

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	199 327,64	2 575,01	196 752,63
Usagers douteux			
Usagers non encore facturés	21 382,08		21 382,08
Total	220 709,72	2 575,01	218 134,71

5. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
0000	Fédération Nationale	1 000,00
	Total	1 000,00

6. Autres créances

SAISIE SUR SALAIRES	623,35
SUBVENTION ASP A RECEVOIR	21 333,06
UNIFORMATION A RECEVOIR	460,00
	22 416,41

7. Trésorerie

PART BP SUD	6 075,00
BPS	22 473,22
BPS ST PAUL ET VALMALLE	726,20
BPS ST BAUZILLE DE MONTMEL	656,68
BPS ST CROIX DE QUINTILLARGUES	1 370,70
BPS MOSSON	1 393,28
LIVRET A BPS	10,61
LIVRET ASSO BPS	10,70
CAISSE ST PAUL ET VALMALLE	268,10
CAISSE ST CROIX QUINTILLARGUES	48,32
CAISSE MOSSON	555,04
CAISSE ST BAUZILLE DE MONTMEL	229,65
	33 817,50

8. Charges constatées d'avance

Divers	423,75
--------	--------

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

Néant

4. Provisions

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Engagement de retraite du personnel (1)	38 679,31	18 485,77	6 679,31	50 485,77
Provisions pour charges	37 294,67	18 485,77	6 679,31	50 485,77
Immobilisations financières				
Usagers	5 773,03	2 575,01	5 773,03	2 575,01
Dépréciations	1 582,92	2 575,01	5 773,03	2 575,01
Total	38 877,59	21 060,78	12 452,34	53 060,78
Dotations / reprises d'exploitation		21 060,78	12 452,34	
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		21 060,78	12 452,34	

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet 5 773,03

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 6 679,31

Total 12 452,34

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

	Début	Remboursement	Fin	- d'1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunt BPS 50K€ (14/01/2013)	10 240,66	4 823,05	5 417,61	4 993,62	423,99	
Emprunt SIFA 50K€ (2019)	39 863,77	7 735,98	32 127,79	10 496,35	21 631,44	
Emprunt BPS 100K€ (2019)	34 253,31	20 439,07	13 814,24	13 814,24		
Emprunt BPS PGE	46 003,61	12 424,62	33 578,99	12 515,61	21 063,38	
Emprunt France Active	30 000,00		30 000,00		30 000,00	
Intérêts courus	155,73	155,73				
Banques frais courus	74,10	74,10				
Total	160 591,18	45 652,55	114 938,63			

6. Fournisseurs

FOURNISSEURS	3 677,18
FOURN FACTURES NON PARVENUES	5 040,00
	8 717,18

7. Dettes fiscales et sociales

PERSONNEL REMUNERATIONS DUES	61 887,81
CONGES PAYES	6 392,63
URSSAF	17 525,64
URSSAF ECHEANCIER	15 961,31
MUTUELLE	723,66
CAISSE RETRAITE (MALAKOFF)	5 141,05
CHORUM PREVOYANCE	5 097,52
UNIFORMATION	7 177,65
CHARGES SUR CONGES PAYES	1 608,40
PRELEVEMENTS A LA SOURCE	39,22
TAXE SUR LES SALAIRES	11 359,62
	132 914,51

8. Comptes courants Francas

N° structure	Nom	Montant
1300	UR Occitanie	14 634,38
	Total	14 634,38

9. Autres dettes

Néant.

10. Produits constatés d'avance

Néant

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Prestations de service

Type de Prestations	Exercice clos	Exercice précédent
Formation Habilitée	11 787,00	4 012
Gestion d'accueil de loisirs	852 842,15	806 334
MAD de personnels	71 303,44	74 615
Formation des personnels (Uniformation)	11 500,00	25 517
Produit des activités annexes	4 697,39	3 968
Total Prestations	952 129,98	914 446,82

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
Subvention Conseil Départemental	27 000,00	30 800,00
Subvention Conseil Départemental		5 000,00
Subvention CAF		5 000,00
Subvention commune de Montpellier	20 000,00	
Aides à l'emploi (ASP)	137 000,10	167 316,12
Subvention CGET	5 000,00	10 000,00
Autres subventions	11 500,00	27 600,00
Total	200 500,10	245 716,12

3. Contributions financières

	Exercice clos	Exercice précédent
Fédération Nationale	1 500,00	
UR Occitanie	19 000,00	19 000,00
Total	20 500,00	19 000,00

4. Aides financières

Néant

5. Produits et Charges exceptionnels

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	1	1	1	1
Employés	65	28,60	34	16,5
Emplois aidés (CEC, E-Jeunes, ...)	15	15	37	37
Total	81	44,66	72	54,50

(1) Effectif à la clôture quelque soit la durée de travail (2) Equivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de personnes	Nb de journées	Nb de personnes	Nb de journées
Contrat CEE	50	702	40	515

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédit-bail et locations de longue durée

Néant

4. Engagements hors bilan

Néant

5. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite (locaux, services) et prestations en nature internes et externes

Sur tous les territoires où l'association à la gestion d'un accueil de loisirs, les communes ou la CAF mettent à sa disposition gratuitement au minimum un local pour l'accueil des enfants et des jeunes. Dans certains d'entre eux, les communes ou les regroupements de communes prennent en charge les fluides (eau, électricité...), la téléphonie et le nettoyage des locaux.

• Commune de Saint Paul et Valmalle :	6 500,00
• Commune de Sainte Croix de Quintillargues :	6 500,00
• Commune de Saint Bauzille de Montmel :	13 000,00
• Ville de Montpellier :	60 000,00
• CAF de l'Hérault – Centre Social CAF Montpellier :	<u>6 500,00</u>
	92 500,00

b) Bénévolat

Une vingtaine de militants, bénévoles et volontaires participent à la mise en œuvre des actions départementales.

<i>Bénévolat</i>	<i>Nombre de jours</i>	<i>Montant</i>
Cadre militant.es	105	10 500
Militant.es	125	12 500
Bénévoles	16	1 600
Total		24 600